



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite] 17

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés.

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]:

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés.

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. Le PRESIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur le nouveau projet de résolution présenté par la délégation du Chili (A/C.2/L.155) et invite la Commission à poursuivre la discussion générale du point 25 de l'ordre du jour.

2. M. ABDELRAZEK (Égypte) souligne l'importance que revêt la lutte contre la misère, la souffrance et l'ignorance en tant que moyen de mettre fin à la tension internationale et à l'instabilité économique et sociale que cette tension entraîne.

3. Depuis la deuxième moitié de 1950, à la suite de la guerre de Corée, la situation économique mondiale

a subi des modifications profondes. Dès le début de 1951, les pays industriels ont commencé à souffrir d'une pénurie de matières premières et les pays insuffisamment développés d'une pénurie de produits industriels; la pression inflationniste a atteint un grand nombre de pays et le déséquilibre de la balance des paiements de plusieurs pays industriels importants, notamment en Europe occidentale, s'est aggravé.

4. Devant cette situation critique, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont fait en 1951 et 1952 de grands efforts pour accroître la productivité et la stabilité économique du monde. Pour sa part, le Conseil économique et social, dans ses résolutions 341 (XII) et 367 B (XIII), a instamment prié les gouvernements de poursuivre leurs efforts pour assurer une production suffisante et une répartition internationale équitable des biens d'équipement, des biens de consommation essentiels et des matières premières, pour régulariser les prix mondiaux et pour combattre l'inflation. L'Assemblée générale, par ses résolutions 521 (VI), 522 (VI) et 523 (VI) et le Conseil économique et social, par sa résolution 416 (XIV), ont depuis déployé de nouveaux efforts pour assurer un développement économique intégré et accroître la productivité dans le monde. En dehors de cette série de résolutions, le Secrétaire général a publié le rapport d'un groupe d'experts sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), dans lequel sont dégagées les causes principales de l'instabilité économique actuelle et recommandées trois catégories de mesures en vue d'y porter remède: la conclusion d'accords internationaux sur les produits de base, l'accélération du rythme des mouvements de capitaux internationaux et l'accroissement des réserves monétaires internationales.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

5. A la quatorzième session du Conseil économique et social, pendant laquelle le rapport des experts a été examiné, les débats ont montré qu'il existait des divergences de vues considérables sur ces questions. Les représentants des pays industriels, ainsi que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international, ont rejeté les recommandations des experts concernant la nécessité d'accélérer le rythme des mouvements internationaux de capitaux. La proposition relative à la conclusion d'accords internationaux sur les produits de base a soulevé également une opposition considérable. Les pays insuffisamment développés se sont naturellement élevés contre toute tentative visant à stabiliser les marchés des produits de base sans établissement préalable d'un rapport équitable entre les prix de ces produits et les prix des articles manufacturés dont ces pays ont besoin pour leur développement économique. Les experts eux-mêmes ont reconnu, au paragraphe 88 de leur rapport, que les accords sur les produits de base ne pouvaient apporter une solution complète au problème de la stabilité des échanges internationaux. Les pays plus développés, tout en étant favorables en principe à la conclusion de ces accords, ont pour leur part souligné les difficultés pratiques qu'il faudrait vaincre. Ces divergences de vues se sont reflétées dans la résolution 427 (XIV) du Conseil, sur le plein emploi et la stabilité économique internationale, qui ne fait que recommander, d'une façon générale, des mesures théoriques ou le maintien des mesures proposées dans des résolutions précédentes.

6. Cet examen montre que toutes les tentatives faites récemment pour assurer la stabilité économique et accroître la productivité dans le monde, et particulièrement dans les pays insuffisamment développés, n'ont pas réussi; le *Rapport sur l'économie mondiale, 1950-1951* (E/2193) brosse d'ailleurs un tableau assez sombre de la situation. Il n'y a pas eu de véritable pénurie de matières premières et de biens d'équipement en 1951; on a même enregistré un accroissement de leur production, mais, en raison de certains facteurs tels que l'augmentation des impôts et l'évolution défavorable du rapport des échanges, la consommation n'a pas augmenté au même rythme. Au début de 1951, la demande des biens de consommation s'est située à un niveau inférieur aux possibilités de production, et le volume de la production des biens de consommation a diminué pour se stabiliser au cours du second semestre 1951.

7. L'accroissement de la production industrielle dans les pays insuffisamment développés en 1950 et 1951 a été minime par rapport aux progrès réalisés dans d'autres pays. La consommation de denrées alimentaires par habitant a été inférieure à ce qu'elle était il y a quinze ans, et les pays insuffisamment développés sont toujours les premiers à souffrir d'une telle situation. La hausse des prix des matières premières n'a apporté à ces pays que des avantages temporaires et d'ailleurs inégalement répartis. D'autre part, beaucoup de pays insuffisamment développés ont augmenté leurs commandes de marchandises, épuisant ainsi la majeure partie de leurs recettes en devises. En conséquence, plusieurs d'entre eux ont été obligés de remettre en vigueur des restrictions à l'importation, afin de sauvegarder l'équilibre de leur balance commerciale et de leur balance des paiements. L'application de méthodes appropriées pour financer le développement économique,

la réforme agraire et l'assistance technique pour la mise en œuvre des plans de développement sont des conditions indispensables au progrès économique de ces pays.

8. En ce qui concerne le financement du développement économique, la Deuxième Commission a toujours souligné la nécessité de mesures nationales et internationales destinées à encourager la formation de capitaux nationaux et l'investissement des capitaux étrangers dans les pays insuffisamment développés, ces mesures devant compléter l'assistance technique. Il est regrettable que, jusqu'à présent, le volume total des ressources financières intérieures des pays insuffisamment développés et des investissements étrangers n'ait pas été suffisant pour assurer le financement du développement économique au rythme voulu. On a donc toujours admis qu'il était nécessaire de procéder à une mobilisation plus efficace de l'épargne nationale et en même temps de disposer d'un apport plus régulier de capitaux étrangers. Etant donné qu'il est difficile d'instaurer dans les pays insuffisamment développés un régime d'épargne forcée, l'apport de capitaux étrangers devient encore plus indispensable. Il existe trois catégories d'investissements étrangers: les capitaux privés, les prêts gouvernementaux et internationaux et les subventions internationales. Si l'on est généralement d'accord pour reconnaître que l'entreprise privée constitue le moyen le plus efficace pour favoriser le développement économique, force est de constater que le montant des capitaux étrangers privés investis dans les pays insuffisamment développés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale est loin d'avoir été suffisant. Les capitalistes privés ne sont guère disposés à risquer leur argent dans des entreprises dans les pays insuffisamment développés; l'épargne a de plus en plus tendance à se concentrer dans des compagnies d'assurance et des caisses d'épargne. Certains pays d'Europe occidentale qui étaient naguère exportateurs de capitaux ne sont plus en mesure d'exporter des capitaux importants hors de leur propre zone monétaire. Parmi les multiples facteurs qui restreignent l'apport des capitaux étrangers, on peut citer encore la crainte d'actes arbitraires de la part des gouvernements des pays insuffisamment développés, les restrictions imposées à la gestion des entreprises étrangères et la double imposition. Enfin, certaines sociétés étrangères éprouvent des difficultés à réunir les capitaux nécessaires pour effectuer des investissements à l'étranger. Le Conseil économique et social a examiné ces difficultés au cours de sa treizième session et a recommandé un certain nombre de mesures dans sa résolution 368 (XIII).

9. La délégation égyptienne a formulé au sujet de la double imposition certaines observations devant la Deuxième Commission lors de la sixième session de l'Assemblée générale¹. Il serait nécessaire que les bénéfices réalisés dans un pays y soient réinvestis, pour aider au développement de son économie. Les fournisseurs de capitaux ne voulant pas s'incliner devant le principe selon lequel le développement économique doit s'alimenter lui-même, c'est à juste titre que le Conseil économique et social a envisagé la question de la suppression ou réduction considérable des impôts perçus par les pays exportateurs de capitaux sur les

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission, 148ème séance.*

benefices produits par les investissements à l'étranger, afin que les pays insuffisamment développés puissent user efficacement de stimulants d'ordre fiscal.

10. Les pays plus avancés ont fait observer que des mesures de ce genre auraient pour conséquence une différence de traitement entre les capitaux investis à l'intérieur de leur territoire et à l'étranger. Toutefois, les arguments de la délégation égyptienne ont été bien accueillis au cours des débats de la quatorzième session du Conseil économique et social, et, par sa résolution 416 D (XIV) adoptée au cours de cette session, le Conseil a recommandé que l'on poursuive l'examen de la question de l'imposition dans ses rapports avec les investissements internationaux. A cette même fin, le Conseil a recommandé à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'étudier la possibilité de créer une société financière internationale.

11. Selon le rapport de la Banque internationale relatif à la création d'une société financière internationale (E/2215), cette société serait rattachée à la Banque du point de vue administratif, mais non du point de vue financier, et son capital serait souscrit par les gouvernements participants. Son objet serait de compléter, mais non de remplacer, l'apport des détenteurs de capitaux privés, et elle fonctionnerait essentiellement comme une société commerciale. Elle ne devrait toutefois pas limiter à l'excès ses domaines d'investissements par souci de réaliser des bénéfices. Elle devrait avoir les pouvoirs nécessaires pour financer des entreprises privées et adapter sa politique financière à chaque cas particulier. Selon la Banque, la société, en raison de son caractère international, encouragerait les capitalistes à financer des entreprises dont en d'autres circonstances ils se méfieraient.

12. Au cours de l'examen par le Conseil économique et social du rapport provisoire présenté par la Banque internationale, certains membres du Conseil ont fait connaître que leurs gouvernements respectifs rencontraient des difficultés à équilibrer leur balance des paiements et que, de ce fait, ils ne pourraient pour le moment participer à la constitution de la société. On a toutefois fait observer que la société pourrait commencer ses opérations avec un nombre limité de membres et que sa composition pourrait être élargie lorsque la situation de la balance des paiements des autres pays s'améliorerait. On a également exprimé la crainte que les contributions versées à la société n'aient pour effet d'empêcher certains capitaux de s'orienter vers d'autres formes d'assistance financière aux pays insuffisamment développés. Plusieurs délégations ont fait connaître que leurs gouvernements respectifs seraient disposés à participer à la création de la société après une étude plus approfondie de la question. Eu égard aux doutes exprimés quant à l'utilité de la société, le Conseil a adopté la résolution 416 C (XIV) priant la Banque internationale de poursuivre l'étude de la question en tenant compte des observations formulées par le Conseil et de faire à nouveau rapport au Conseil en 1953.

13. A l'heure actuelle, les deux principales sources de prêts gouvernementaux et internationaux sont l'Export-Import Bank et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Les prêts accordés par la Banque internationale au cours de l'exercice financier 1950-51 se sont montés à 297 millions de dollars, et à 212 millions de dollars au cours des neuf mois suivants. Au 31 mars 1952, le total des prêts ac-

cordés par la Banque dépassait 1.300 millions de dollars. Le représentant de l'Egypte rappelle à ce sujet que les auteurs du rapport sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986) ont recommandé à la Banque de s'efforcer d'accorder chaque année, pendant les cinq années suivantes, des prêts s'élevant au moins à un milliard de dollars. Malheureusement, ce rapport a connu le même sort que le rapport sur les *Mesures nationales et internationales en vue du plein emploi* (E/1584) et le rapport sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156).

14. Il est indispensable de trouver un moyen de financer les projets non amortissables et les projets à amortissement lent dont l'exécution est nécessaire au développement économique. A cette fin, l'Assemblée générale a adopté la résolution 400 (V). Les auteurs du rapport sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* ont proposé de créer une administration internationale pour le développement économique, chargée d'aider les pays insuffisamment développés à préparer, coordonner et exécuter leurs programmes de développement, et, de leur accorder des subventions à des fins spécifiées. Les experts qui ont préparé le rapport ont estimé que le montant des subventions devrait être augmenté rapidement afin d'atteindre finalement environ 3 milliards de dollars par an. Le Conseil économique et social n'a pas nettement pris position sur la question; par le paragraphe 14 de sa résolution 368 (XIII), il a demandé au Secrétaire général de poursuivre activement l'étude des problèmes et des méthodes intéressant le financement d'origines intérieure et extérieure, financement international compris, des entreprises non rentables sises dans les pays insuffisamment développés, et de présenter ces études au Conseil lors de sa quinzième session. L'Assemblée générale, qui a également étudié la question, a adopté la résolution 520 A (VI).

15. Le Conseil a examiné à nouveau la question au cours de sa quatorzième session, en se fondant sur le document de travail du Secrétaire général relatif aux "Méthodes de financement du développement économique" (E/2234)²; dans ce document, le Secrétaire général déclarait que l'aide financière accordée par le fonds spécial devrait contribuer à compenser l'insuffisance des ressources dont un pays dispose pour son développement économique, et non servir à financer des programmes particuliers de développement ou contribuer à satisfaire aux besoins de devises du pays en question. Le représentant de l'Egypte ne partage pas cette opinion, car la société financière internationale serait chargée de contribuer au financement des programmes présentant de l'intérêt par un appoint de capitaux. De plus, le fonds spécial ne pourrait accorder de subventions ou de prêts en vue de l'exécution de projets non amortissables qu'après avoir examiné leur importance, et le représentant de l'Egypte estime que tous les programmes relatifs à l'enseignement, à la santé publique et à la construction de logements par les pouvoirs publics sont importants.

16. Le Secrétaire général a exprimé l'opinion qu'on ferait erreur en créant un nouvel organisme chargé de gérer le fonds spécial; car cet organisme devrait,

² Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 5 a et b de l'ordre du jour.

à son avis, être rattaché à la Banque internationale ou aux Nations Unies. A cet égard, il existe certainement sur le principe un accord général qui a été confirmé dans la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale. L'attitude des délégations qui continuent de nier l'utilité du fonds spécial est regrettable. Le représentant de l'Egypte se félicite de l'adoption par le Conseil économique et social de la résolution 416 A (XIV) et il appuie le projet de résolution du Chili (A/C.2/L.154) dont la Commission est saisie.

17. En matière de réforme agraire, chacun reconnaît que le régime foncier en vigueur dans plusieurs pays met obstacle à toute amélioration des conditions de vie des petits exploitants et des travailleurs agricoles et entrave le développement économique. Dans sa résolution 370 (XIII), le Conseil économique et social a recommandé l'adoption de plusieurs méthodes destinées à réformer, notamment, les coopératives, le régime foncier et les systèmes fiscaux, et le représentant de l'Egypte attire l'attention de la Commission sur les deux principes fondamentaux énoncés dans cette résolution.

18. Le représentant de l'Egypte désire formuler ensuite certaines suggestions au sujet de la réforme du système coopératif. Dans le rapport qu'il établit en ce moment, le Secrétaire général devrait passer en revue d'une manière détaillée les principaux systèmes coopératifs et leur évolution. Il devrait également indiquer les méthodes propres à faciliter le financement des sociétés coopératives dans les pays insuffisamment développés. Le représentant de l'Egypte attire à cet égard l'attention de la Commission sur la résolution 520 C (VI) de l'Assemblée générale.

19. En ce qui concerne la réforme fiscale, le Secrétaire général, en coopération avec la FAO et conformément à la résolution 378 (XIII) du Conseil économique et social, prépare en ce moment un rapport qui sera consacré principalement à la structure des systèmes fiscaux et à leurs conséquences économiques sur le régime foncier, les récoltes et les revenus agricoles. L'étude des systèmes fiscaux sera plus utile si elle s'accompagne de certaines mesures pratiques telles que la convocation, dans diverses parties du monde, de conférences internationales chargées d'analyser et de comparer les divers systèmes d'administration foncière et d'impôts fonciers en vigueur dans les pays situés dans une région donnée.

20. Passant à la question des réformes foncières, le représentant de l'Egypte rappelle les recommandations qui figurent dans la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social. D'une manière générale, on s'est toujours accordé sur deux principes dont dépend la réussite de toute réforme foncière. Tout d'abord, ces mesures s'avèrent plus efficaces lorsqu'elles sont prises dans le cadre d'un programme d'ensemble et non isolément. Ensuite, toute nouvelle répartition des terres se trouve régie dans une large mesure par des facteurs relatifs à la population, à la terre et aux autres ressources, notamment les ressources financières. Si la superficie des terres cultivables n'est pas suffisante, il n'est pas possible d'effectuer une répartition équitable sans procéder à la mise en valeur des terres vierges et des zones arides. On remarquera d'ailleurs que l'exploitation des zones arides est un moyen d'absorber un excédent de population, de créer des emplois, d'augmenter la production de matières premières et de produits alimentaires et d'accroître les revenus.

21. M. Abdelrazek rend hommage au Secrétariat pour ses deux rapports: "Mise en valeur des terres arides" (E/2191)³ et "Coopération internationale en matière de régularisation et d'utilisation des eaux" (E/2205), et félicite le Conseil économique et social pour sa résolution 417 (XIV). Les questions de la mise en valeur des zones arides et de l'utilisation des eaux sont étroitement liées. Etant donné l'immensité de la superficie des zones arides d'Amérique du Nord et du Sud, d'Asie, d'Australie et d'Afrique, la mise en valeur des ressources hydrauliques est d'une importance vitale pour la plupart des pays du monde. Cependant, jamais on a appliqué de programme coordonné sur le plan international pour résoudre ces deux problèmes. Sans doute l'UNESCO a-t-elle établi un programme en vue de coordonner d'une façon officielle les travaux scientifiques consacrés aux zones arides, mais il n'existe aucun programme de même nature en ce qui concerne les activités de caractère économique, social et financier; aussi les institutions intéressées ne collaborent-elles d'une façon permanente qu'à propos de certains projets précis. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 417 (XIV), a donc prié le Secrétaire général d'assurer, par l'entremise du Comité administratif de coordination et, le cas échéant, du Bureau de l'assistance technique, la collaboration entre gouvernements, agences spécialisées et autres organismes intéressés, et la coordination de leurs activités. Eu égard à l'importance vitale de cette question pour le monde entier et aux difficultés et complications qu'elle soulève, M. Abdelrazek espère toutefois que les Nations Unies décideront bientôt d'envisager la création d'un organe spécial chargé d'assurer la collaboration et la coordination.

22. L'Egypte, pays surpeuplé dont la superficie cultivable est limitée, a réussi dernièrement, sous l'égide du nouveau gouvernement, à lier les mesures destinées à accroître la productivité nationale à celles qui intéressent la réforme agraire. Afin d'accroître la productivité nationale, un Conseil permanent pour le développement de la production économique et nationale a été créé. Les tâches qui lui incombent sont: l'étude de tous les projets économiques susceptibles de développer la production nationale dans les domaines agricole, industriel et commercial; l'élaboration d'un programme économique groupant les projets qui sont à la fois les plus faciles à exécuter, les moins onéreux et cependant les plus productifs; la présentation au gouvernement des projets dont l'exécution lui incombe en spécifiant les moyens de financement envisagés; la surveillance de l'exécution de ces projets par le gouvernement, le Conseil pouvant procéder lui-même à l'exécution de certains de ces projets, si nécessaire, ou la confier à tout organisme qu'il lui conviendrait de désigner à cette fin. Le Conseil jouit d'une large autonomie financière, peut librement utiliser les crédits accordés par le gouvernement et a le pouvoir d'émettre des emprunts nationaux.

23. Le Gouvernement égyptien a promulgué, en septembre 1952, un décret-loi sur la réforme agraire qui limite la propriété agricole et autorise l'expropriation de terres pour les répartir entre les petits agriculteurs. Personne n'est autorisé à conserver plus de 200 *feddans* (80 hectares) de terres agricoles. Au cours des cinq années à venir, le gouvernement réquisitionnera les domaines de plus de 80 hectares que leur propriétaire

³ Ibid., points 6 et 7 de l'ordre du jour.

aura conservés provisoirement, à condition que la fraction réquisitionnée chaque année ne soit pas inférieure au cinquième de la superficie totale des terres qui font l'objet de la réquisition. Ceux dont les terres sont ainsi réquisitionnées ont droit à une indemnité égale à dix fois la valeur locative de ces terres, à quoi s'ajoutera la valeur des installations, de l'équipement fixe et des arbres. Dans chaque village, les terres réquisitionnées seront réparties entre les petits agriculteurs de manière que chacun d'eux possède une superficie comprise entre deux et cinq *feddans* suivant la qualité des terres.

24. Le décret-loi prévoit aussi la création dans chaque village d'une société coopérative agricole composée des personnes qui ont reçu des terres réquisitionnées et de celles qui ne possèdent pas plus de cinq *feddans*. En outre, le décret-loi fixe des limites au morcellement des terres agricoles. Si une propriété d'une superficie inférieure à cinq *feddans* risquait d'être morcelée, les intéressés auraient à désigner celui à qui la propriété devrait être attribuée. En cas de désaccord, il appartiendrait au tribunal compétent de statuer.

25. Le décret-loi réglemente aussi les rapports entre locataires et propriétaires et prévoit la création d'une Commission spéciale chargée de fixer chaque année les salaires des travailleurs agricoles dans les diverses régions. En outre, le gouvernement a promulgué une loi portant suppression du régime des *Wagfs* constitué à d'autres fins que la bienfaisance.

26. Lorsqu'elle examinera la question des réformes agraires, la Commission ne devra pas oublier que l'agriculture n'est pas un métier, mais plutôt une manière de vivre. C'est pourquoi il ne faut pas négliger l'aspect social du problème. Il est à souhaiter que la FAO prenne toutes mesures utiles pour accélérer l'exécution du programme qu'elle a élaboré en 1951. C'est avec satisfaction que la délégation égyptienne a appris la récente décision de la FAO concernant la création d'un centre régional de formation de spécialistes en matière de coopératives dans le Proche-Orient, et celle de l'UNESCO relative à la création de centres de formation de spécialistes de l'éducation de base dans les régions rurales. Le premier de ces centres de l'UNESCO fonctionne au Mexique depuis 1951 pour toute l'Amérique latine; le deuxième, dont on prévoit l'installation au Caire, desservira tous les pays arabes.

27. En ce qui concerne l'exécution du programme élargi et du programme normal d'assistance technique, la délégation égyptienne constate avec satisfaction les efforts que le Secrétaire général a déployés pour surmonter les obstacles rencontrés dans le recrutement d'experts et pour étendre la portée de l'assistance technique fournie. En outre, elle approuve les amendements que, par sa résolution 433 A (XIV), le Conseil a apportés aux dispositions de sa résolution 222 (IX) relative à la nomination et aux pouvoirs du Président directeur du Bureau de l'assistance technique. La délégation égyptienne approuve aussi la nomination de représentants à demeure des services d'assistance technique, chargés de coordonner les travaux de l'assistance technique dans les divers pays. Elle souhaite que l'Organisation adopte le principe de ne recruter que des experts de réputation mondiale; en effet, le recrutement d'experts moins connus a parfois porté atteinte au prestige de l'Organisation. L'Egypte appuiera le projet de résolution visant à recueillir et à affecter au programme élargi pour 1953 des contributions d'un mon-

tant total de 25 millions de dollars, sans toutefois pouvoir prendre aucun engagement au sujet de sa propre contribution pour le troisième exercice financier.

28. Sans doute est-il certain que le monde n'a pas souffert d'une pénurie de biens d'équipement et de matières premières en 1951 et en 1952, mais il a manqué encore de biens de consommation et de denrées alimentaires. Sur le plan national, tous les pays, à quelques rares exceptions près, ont maintenu les mesures destinées à atténuer les poussées inflationnistes et à réduire le pouvoir d'achat. Toutefois, les poussées inflationnistes n'ont pas disparu malgré un ralentissement dans l'exécution des programmes de réarmement. Sur le plan international, beaucoup de pays ont maintenu les mesures destinées à limiter les importations, notamment celles provenant de la zone dollar, pour remédier au déséquilibre de leur balance des paiements.

29. Le rapport des échanges et le déséquilibre de la balance des paiements des pays insuffisamment développés se sont aggravés pendant l'année, en raison de la diminution sensible des exportations et de la chute des prix des matières premières qui ont résulté des mesures prises par les pays industrialisés. La délégation égyptienne espère donc que la huitième année de l'Organisation des Nations Unies marquera une ère nouvelle d'apaisement politique et verra l'inauguration d'un programme plus large qui réponde aux besoins des pays insuffisamment développés dans les domaines de l'assistance technique et de l'aide financière internationales.

30. M. JUNG (Inde) dit que le premier point de l'ordre du jour de la Commission se fonde sur certaines considérations et diverses conclusions sur lesquelles on est généralement d'accord — telle que la nécessité d'accroître l'afflux des capitaux vers les pays insuffisamment développés ou l'idée que l'économie mondiale est indivisible, au même titre que la sécurité mondiale. L'atmosphère est donc propice, car les divergences de vues que peuvent susciter les méthodes à adopter s'estompent derrière un désir sincère d'entreprendre immédiatement l'étude des problèmes économiques et de s'efforcer sérieusement de les résoudre.

31. En attendant le rapport du Comité créé en vertu de la résolution 416 A (XIV) du Conseil pour préparer un plan détaillé en vue de l'établissement d'un fonds spécial, la délégation de l'Inde n'a pas de commentaires précis à présenter, mais elle approuve dans ses grandes lignes le projet de résolution déposé par le Chili (A/C.2/L.154 et Corr.1).

32. Les deux questions principales dont la Commission est saisie sont les suivantes: elle doit décider de la méthode la meilleure pour stimuler les investissements dans les pays insuffisamment développés et elle doit décider de la nature de l'organisme qu'il conviendrait de créer à cet effet.

33. Le Secrétaire général a déclaré qu'il était nécessaire d'accroître considérablement les capitaux disponibles pour le développement économique; il faut donc sonder toutes les possibilités de découvrir de nouvelles sources de financement. Certes, on peut trouver des défauts aux organisations internationales, mais il n'en reste pas moins qu'elles comportent certains avantages qui leur sont propres et qui en font les meilleurs organismes de financement. Si les nations adoptaient les principes que le Secrétaire général énonce dans son document de travail (E/2234), elles seraient plus unies

et se trouveraient à l'abri des dangers que présente pour elles le recours à l'expropriation et à la monopolisation. Pour ces raisons, la délégation de l'Inde appuie sans réserve le projet de résolution du Chili (A/C.2/L.154 et Corr.1).

34. La délégation de l'Inde envisage favorablement la proposition relative à la création d'une société financière internationale et y souscrit provisoirement. Il va de soi que cette société devra établir un contact très étroit avec les institutions qui exercent des fonctions analogues dans les divers pays.

35. D'une manière générale, la délégation de l'Inde approuve les recommandations formulées par le Conseil économique et social dans sa résolution 416 E (XIV) relative aux méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde. A cet égard, elle estime qu'il est particulièrement nécessaire d'accroître les ressources alimentaires de l'Inde. On ne dispose toujours pas d'un rapport sur la coopération agricole. M. Jung tient cependant, d'ores et déjà, à rendre hommage à l'œuvre accomplie par les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et l'Administration de l'assistance technique. Il se réjouit de ce qu'on étudie actuellement la possibilité de convoquer une conférence sur la gestion des terres en Extrême-Orient et il espère que ce projet aboutira, car des réunions de ce genre peuvent beaucoup contribuer à apaiser la tension qui règne dans le monde et à donner à la paix des bases solides.

36. L'Inde a bénéficié pleinement des programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, tant du programme normal que du programme élargi. Elle a sollicité, notamment, le concours d'experts en diverses matières. S'ils veulent assurer la mise en œuvre efficace de leur programme de développement, les pays devront créer des institutions qui leur permettront de former leurs propres techniciens; dans l'intervalle, l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle vraiment utile en leur fournissant des experts et du matériel. Il est à noter que le Conseil a recommandé que l'on donne une interprétation plus large aux dispositions de sa résolution 222 (IX), qui concerne la fourniture de matériel aux institutions de formation.

37. Enfin, M. Jung est heureux d'annoncer à la Commission que son gouvernement a décidé d'accroître la quote-part de 250.000 dollars qu'il s'était engagé à verser à l'origine en tant que sa contribution au budget de 20 millions de dollars prévu pour l'assistance technique.

38. M. BAUER PAIZ (Guatemala) déclare que, de l'avis de sa délégation, la question de la réforme agraire est la plus importante subdivision du point 25 de l'ordre du jour. En ce qui concerne les pays dont l'économie repose sur l'agriculture, la solution de tous les problèmes économiques, sociaux et politiques dépend essentiellement des mesures qu'ils prennent pour corriger le système inéquitable qui régit la répartition et l'exploitation des terres. Les pays où la propriété foncière est injustement répartie sont inévitablement arriérés du point de vue économique, social et politique. Tant qu'on

n'attaquera pas de front ce problème fondamental il ne servira pas à grand-chose de rechercher des méthodes propres à financer le développement de ces pays, à accroître leur productivité et à leur fournir l'assistance technique dont ils ont besoin.

39. Pour donner suite à la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale, le Gouvernement du Guatemala a pris des mesures concrètes en vue de procéder à une réforme agraire; il a promulgué à cet effet une loi relative à la réforme agraire, créé un Département national de l'agriculture et distribué des terres aux paysans qui en possédaient peu ou n'en possédaient point. Le dernier recensement agricole avait montré, en effet, que 2 pour 100 seulement des propriétaires fonciers possédaient les trois quarts de la superficie des terres cultivables. Une situation aussi injuste n'est pas rare dans les pays insuffisamment développés; aussi l'Organisation des Nations Unies devrait-elle les aider par tous les moyens en son pouvoir à supprimer les maux qui en résultent.

40. Il ressort du préambule et des trois premiers articles de la loi guatémaltèque relative à la réforme agraire que celle-ci vise principalement les objectifs suivants: développer une économie agricole capitaliste; donner des terres aux paysans qui en possèdent peu ou qui n'en possèdent pas; faciliter de nouveaux investissements dans le domaine agricole; faire adopter de nouvelles méthodes de culture; et développer le crédit agricole auquel les paysans peuvent recourir. Le gouvernement a pu appliquer les dispositions de cette loi dans la paix et dans l'ordre parce qu'il avait l'appui des grandes masses populaires et parce qu'il a indemnisé de façon équitable les propriétaires touchés par les mesures d'expropriation.

41. Malgré les efforts très louables qui ont été accomplis, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la réforme agraire; toutefois, ce domaine n'est pas le seul qui mérite de retenir l'attention. M. Bauer Paiz veut parler, notamment, du déséquilibre dont souffre l'économie de certains pays insuffisamment développés par suite des pratiques de certains monopoles financés par l'étranger. Ces entreprises non seulement accaparent une grande partie des richesses naturelles du pays à leur propre profit, mais elles font également mainmise sur des secteurs dans lesquels elles ne devraient pas normalement exercer leur activité. Au Guatemala, par exemple, un monopole contrôle les chemins de fer et les ports au détriment de l'économie nationale.

42. La délégation du Guatemala estime que le Conseil économique et social doit poursuivre l'étude de la question; elle ne voudrait cependant pas que son attitude fût interprétée comme étant hostile aux investissements étrangers. Au Guatemala, les étrangers qui placent leurs capitaux jouissent des mêmes droits que les ressortissants; c'est pourquoi le pays attend d'eux qu'ils se conforment aux principes que les Guatémaltèques sont tenus de respecter.

La séance est levée à 12 h. 40.

